

L'EUROPE ET NOUS

Dans moins de trois mois auront lieu les élections européennes, qui détermineront la politique en matière d'emploi et de protection sociale, de lutte contre la pauvreté, de climat, de santé, d'immigration, etc, toutes questions faisant partie des préoccupations majeures des citoyens européens.

Actuellement, le taux de chômage des jeunes atteint 15,2 % au sein de l'U.E. Le nombre de travailleurs pauvres n'a cessé d'augmenter ces 10 dernières années pour atteindre environ 10 % des salariés. Aujourd'hui, 17 % des Européens vivent sous le seuil de pauvreté de leur pays respectifs.

A l'inverse, selon les données de l'agence européenne des statistiques (Eurostat), la crise financière de 2008 n'a pas empêché l'U.E. de voir son PIB augmenter de 17,5 % en 10 ans et passer de 13 000 à 15 000 milliards d'euros.

En matière de protection sociale, l'Europe feint de renforcer la coopération entre les différents systèmes nationaux, mais sans en créer un solidaire pour l'ensemble des populations. D'ailleurs, le "socle européen des droits sociaux" adopté en 2017 ne revêt aucun caractère obligatoire...

Symbole de cette politique, l'absence de salaire minimum européen : en effet, celui-ci va de 200 euros par mois en Bulgarie à 2 000 au Luxembourg. De plus, avec l'emploi de travailleurs détachés et la possibilité de délocaliser leurs activités à l'étranger, les industriels peuvent faire ce qu'ils veulent, quand ils veulent, sans contrôle.

Par contre, les états de l'U.E. sont soumis à la coordination des politiques économiques. Chaque année, ils s'engagent à suivre les recommandations du Conseil européen pour leurs budgets nationaux, soumis ensuite à la Commission européenne et rectifiés s'ils ne lui conviennent pas. Les états s'engagent également à ce que leur déficit public ne soit pas supérieur à 3 % du PIB et à ce que leur endettement n'excède pas 60 % de ce PIB. Le respect de ces règles impacte obligatoirement les politiques nationales, notamment avec la remise en cause, pour

nous, Français, de notre protection sociale, et ce quelle que soit l'orientation politique du parti au pouvoir.

Aujourd'hui, tous les partis politiques qui ont des élus au parlement européen ne revendiquent pas de quitter l'Europe telle qu'elle est, ils ambitionnent de la réformer de l'intérieur dans le sens qu'ils souhaitent. Les partis politiques de gauche affirment ne pas rejeter le contenant mais le contenu et ils clament qu'avec eux, ce sera la fin de cette politique ultralibérale qui laisse sur le bord de la route la majorité des travailleurs. Réformer de l'intérieur l'U.E. est un pari très audacieux voire impossible puisque les traités européens (art. 38 de la Constitution européenne) ne peuvent être modifiés qu'à la demande unanime des pays membres, hormis pour les accords secondaires (comme le contenu des chasses d'eau ou la courbure des bananes (www.capital.fr/economie-politique/quand-elle-europe-se-noie-dans-des-normes-delirantes-115379) qui, eux, sont modifiés et adoptés à la majorité qualifiée. Voilà ce qui explique le fait que ceux qui prétendent aujourd'hui que l'on peut changer la politique économique et sociale en restant au sein de cette Europe, ne l'ont jamais entrepris lorsqu'ils étaient élus au parlement européen.

Donc si les partis politiques sont honnêtes ils doivent faire part aux électeurs de cet état de fait et donc proposer de quitter cette Europe, pour mettre en place un programme de politique économique et sociale avec des pays pratiquant des politiques allant dans le sens des intérêts du plus grand nombre.

COMMENT SE POSITIONNER LE JOUR DES ÉLECTIONS ? MACRON A LARGEMENT COMMENCÉ SA CAMPAGNE, IL ÉVITE AINSI DE RÉPONDRE AUX REVENDICATIONS EXPRIMÉES PAR LA RUE ET REJOUÉ LE SCÉNARIO « MOI OU LE PEN ». SOUHAITONS QUE LA CGT EXPLIQUE SON ANALYSE ET SA POSITION SUR CE SUJET ESSENTIEL.

NE TOMBONS PAS DANS LE PIÈGE DE L'ABSTENTION, REGARDONS CE QUE PROPOSENT TOUTES LES LISTES

ET VOTONS !

Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.84.21.33.00-
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Mensuel - 1,06 €
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE
ISSN : 2112-2776
Commission Paritaire : 0124 S 08416

19 MARS ► journée d'action interprofessionnelle, CGT, FO, FSU, Solidaires,

avec grèves et manifestations dans tout le pays. Malgré le profond mécontentement qui s'exprime dans tout le pays, le gouvernement continue à appliquer son programme de destruction sociale. Que ce soit sur l'éducation, les services publics, la santé ou notre système de retraite, tout va dans le même sens : réduire « la dépense publique ». En clair c'est réduire le financement de tous les services et droits qui nous sont utiles au quotidien. Le récent rapport de la cour des comptes préconisant de nouvelles mesures d'austérité est éloquent !

LE DEBUT DE LA CONTRE-OFFENSIVE ?

Lutte des **BAYER** durant des semaines : dès le 10 décembre 2018, les salariés de Bayer Villefranche-Limas sont entrés en lutte pour défendre leur syndicat CGT et Gaëtan, délégué syndical : des débrayages quotidiens marquent la solidarité de ses camarades.

YVES ROCHER : productions respectueuses de la nature, produits de « haute » qualité pour prendre soin de soi, tout un univers au service de la beauté, boutiques et enseignes magnifiques, entreprise qui prétend faire « vivre la moitié d'une région en France », paternaliste et attentive au bien-être de ses salariés... Peut-être mais les principales préoccupations de cet industriel sont profits, rentabilité à tout prix, au détriment des travailleurs, de leurs droits les plus élémentaires, de leurs conditions de vie au travail, comme en Turquie, où des salariés grévistes étaient menacés de licenciement

INTERNATIONAL

Le 2^{ème} congrès international des retraités FSM s'est tenu les 27 et 28 février à Bogota, en Colombie. Des délégations venues de 27 pays ont pu débattre, réfléchir ensemble, établir des revendications communes, dans une ambiance fraternelle, chaleureuse et dynamique. Une motion de soutien au peuple du Venezuela a été adoptée à l'unanimité. Deux retraitées de l'UFR représentaient la FNIC et ont activement participé aux débats.



Les événements du Venezuela ressemblent à ce qui s'est passé en 1973 pour préparer le coup d'état de Pinochet : un plan de déstabilisation avait été mis en place par Nixon et Kissinger allant de manifestations de casseroles dans les quartiers huppés aux grèves des camionneurs bloquant le ravitaillement du pays au sabotage de l'économie et des sources énergétiques. **Notre président, qui s'est empressé de suivre les Etats-Unis en reconnaissant l'auto-proclamé Guaidó** accepterait-il que certains pays reconnaissent le président du sénat à sa place si celui-ci osait s'autoproclamer ?

TOMBOLA

1 billet = 1 euro

1 planche = 12 euros

12ème CONFERENCE

du 5 au 7 juin 2019 à Dives sur Mer



**2 GROS LOTS
A GAGNER !**

- 1 séjour d'une semaine pour 2 personnes offert par TLC.
- 1 séjour d'une semaine pour deux personnes offert par PCUK

SYNDICAT: _____

ADRESSE : _____ **Dpt** / __ / __ /



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :



NOM :
SYNDICAT :